

NOTE SUR LE CAMP DES FÉDÉRÉS DE SOISSONS DE L'ÉTÉ 1792

par

Jacques BERNET

Entre les camps de la fin du règne de Louis XV et celui du Consulat, préparatoire au camp de Boulogne-sur-mer, notre région connut un rassemblement militaire exceptionnel lié à la Révolution et à la guerre, déclarée par Louis XVI et l'Assemblée législative " au roi de Bohême et de Hongrie", le 20 avril 1792 : *le camp des Fédérés de Soissons*, établi de juillet à septembre 1792, qui devait regrouper jusqu'à 42 bataillons de volontaires et 25.000 hommes.

L'origine du camp de Soissons remonte à la déclaration de guerre et aux premières défaites militaires qui l'avaient suivie sur le front du Nord, avec un parfum de trahison de la part des généraux et du Roi soupçonné de double jeu. Dénonçant le "comité autrichien" à la Cour, les leaders "brissotins", partisans de la guerre révolutionnaire, firent adopter par la Législative une série de décrets annonçant la "Patrie en danger", notamment la dissolution de la garde du Roi et, le 9 juin 1792, *la formation sous Paris d'un camp de 20.000 gardes nationaux qui assisteraient à la Fédération du 14 juillet*. Malgré le veto royal et le renvoi des ministres "brissotins", ce dernier décret fut appliqué et Paris vit affluer, à partir du début de juillet, des bataillons des gardes nationaux venus de toute la France, en particulier des Fédérés marseillais et bretons, qui devaient jouer un rôle décisif dans la prise des Tuileries et la chute de la monarchie, lors de l'insurrection du 10 août 1792.

Située à 100 km au nord-est de Paris, la place de Soissons occupait une remarquable position stratégique, qui la fit désigner par l'Assemblée et le commandement militaire comme lieu de rassemble-

ment des volontaires et des Fédérés, en un “camp d’armement et d’observation”, ayant la double fonction de protéger la capitale et de permettre la concentration des troupes destinées à se porter au devant de l’ennemi vers le nord (Laon et Guise) ou l’est (Reims, Sainte-Menehould).

A partir du 11 juillet, dès avant l’arrivée des gardes nationaux venus de la capitale, Soissons avait vu affluer plusieurs bataillons de volontaires, notamment du Calvados et de la Nièvre, installés tant bien que mal dans les édifices religieux désaffectés de la ville et alentours (Cordeliers, Saint-Crépin le Grand, Congrégation, Notre-Dame, Saint-Rémy et saint-Martin). Du 14 au 30 juillet, quelques 5.314 Fédérés furent progressivement évacués de Paris vers Soissons et temporairement installés dans la plaine de Saint-Crépin en Chaye, au sud de la ville, où ils furent bientôt rejoints ou relayés par de nouveaux volontaires recrutés par canton, suite à la proclamation de *La Patrie en danger* (11 juillet) et au décret du 24 juillet 1792.

Les effectifs du camp de Soissons passèrent donc progressivement de 7.000 hommes, à la mi-juillet, à plus de 25.000, fin août, sous le commandement du général Duhout et de son adjoint Chadelas, installés à Vauxbuin, au sud-est de Soissons. En septembre-octobre, le camp devenu un corps d’armée et placé sous l’autorité des généraux Custine, Charton, Servan et Beauharnais, fut peu à peu évacué, soit sur Laon et Guise (rebaptisé Réunion sur Oise), afin de tenir la trouée de la haute vallée de l’Oise, soit vers Reims et l’Argonne, menacés par les Prussiens.

Une telle concentration de “citoyens-soldats” parisiens et provinciaux, souvent remuants et indisciplinés, ne pouvait manquer de poser de gros problèmes dans les circonstances troubles de l’été 1792, marquées par la psychose de l’invasion et de la trahison intérieure. Outre les difficultés du logement et du ravitaillement posés aux autorités d’une ville de 8.000 habitants, on devait déplorer les exactions et incidents causés par les volontaires stationnés, vite enclins à imaginer des “complots” antipatriotiques. Ainsi, suite à la découverte, fin juillet, de morceaux de verre dans le pain de munition, le bruit courut que l’on avait voulu empoisonner les troupes (la boulangerie militaire étant installée dans l’ex-abbaye de Saint-Jean des Vignes, il semble qu’il s’agit de morceaux de vitraux tombés accidentellement dans un pétrin). Un officier, un sergent, deux soldats ainsi que l’ex-bourreau de Soissons furent, semble-t-il, lynchés par des volontaires. Informée des troubles, l’Assemblée législative envoya d’urgence, le 2 août, trois de ses membres, Carnot, Gasparin, Lacombe Saint-Michel, enquêter à Soissons. Le 9 septembre, le Soissonnais Ronsin, futur général de *l’Armée révolutionnaire parisienne*, fut délégué dans la ville par le conseil exécutif provisoire

animé par Danton, où il réussit à sauver la vie de deux prétendus "espions", menacés par la foule. Le 15 septembre, le député girondin Isnard vint haranguer les troupes en instance de départ vers le front. Vers cette date, l'adjutant-général Chadelas, commandant le camp après le départ de Duhout, ne parvenant pas à surmonter les désordres, voulut présenter sa démission, mais la municipalité de Soissons le pria de rester à son poste jusqu'à l'évacuation complète du camp, fin octobre 1792, bien après Valmy.

Le chaotique camp de Soissons de 1792 n'a donc pas laissé le meilleur souvenir à la population et l'historiographie locale du XIX^e siècle en a largement fait le procès, d'autant plus qu'il paraît avoir joué un rôle plus politique que militaire au cours de cet été de crise nationale, qui devait être le tombeau de la monarchie française.

Bibliographie locale :

ATTAL (Robert), *Le Soissonnais dans tous ses états, la décennie révolutionnaire (1789-1799)*, Soissons, 1992.

FLEURY (Edouard), *Le camp de Soissons et les Fédérés (1792)*, Laon, 1870.

LUGUET (Henri), "Soissons pendant la Révolution", *Mémoires de la Fédération des Sociétés savantes de l'Aisne*, 1954, p. 68-87.

PÉCHEUR (abbé), *Annales du diocèse de Soissons*, T. 8, Soissons, 1893.
